



Le 1er mai, continuons dans l'unité :

Pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les retraites.

Le 1er mai, depuis 1886, est la journée internationale de lutte pour l'émancipation des travailleurs.

Plus que jamais la CGT, FO, FSU, et SOLIDAIRES appellent les salariés actifs, chômeurs et retraités et les jeunes en formation à se mobiliser afin de faire entendre notre volonté de justice sociale et notre détermination à offrir un avenir à la jeunesse :

Tous ensemble, revendiquons :

- L'augmentation des salaires, des retraites, des pensions et des minima sociaux.
- L'amélioration de nos conditions de vie et de travail et la réduction du temps de travail.
- La défense du CDI et des statuts et la fin de la précarité et des emplois jetables.
- La défense et le développement des services publics.
- La défense et le développement d'une protection sociale solidaire et égalitaire.
- L'égalité salariale des femmes et des hommes.
- Une véritable politique de relance économique qui favorise la création d'emplois qualifiés.

Et donc, Tous ensemble, refusons :

- L'austérité salariale et budgétaire.
- L'Accord National Interprofessionnel de janvier 2013 et sa transposition en loi sur l'emploi qui facilite les licenciements au motif de faciliter les embauches !
- Le « Pacte de responsabilité » qui distribue 42 milliards d'euro au patronat.
- La loi Macron qui menace l'existence même d'un droit du travail, casse les prud'hommes, étend le travail le dimanche, affaiblit l'Inspection du Travail et la Médecine du Travail, et facilite encore et encore les licenciements ...
- Les attaques contre les services publics, l'Hôpital public et l'Ecole Publique Laïque.
- La réforme territoriale qui menace l'égalité républicaine.
- L'absence de revalorisation des pensions, la précarité des retraités augmente de plus en plus en surtout celle des femmes.

Le « Pacte de responsabilité » doit être abrogé, la loi Macron ne doit pas être adoptée.

- Face à une situation économique et sociale qui s'aggrave ;
- Face à la politique gouvernementale qui ne règle et ne réglera rien ;
- Face aux solutions gouvernementales qui vont à l'encontre des besoins des salariés ;
- Face à cette politique qui nourrit la crise politique et toutes les dérives et met en danger la démocratie ;
- Face à un gouvernement qui reste sourd à la démocratie (au revers qui lui a été infligé lors des dernières élections) et à la mobilisation de plus de 300 000 salariés le 9 avril ;

